

**ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS,
ALIMENTAIRES
ET TECHNOLOGIQUES**
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél. : 01 53 14 69 00
Fax : 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N° 25-072

Procédure : Marché à procédure adaptée (MAPA)

Objet : Travaux de renforcement structurel localisé des planchers hauts de caves et amélioration de la ventilation dans le cadre de la réhabilitation de deux immeubles d'habitation situés 127 rue Clignancourt 75018 Paris

Le marché qui sera passé à l'issue de la consultation, sera conclu pour la période d'exécution, de la date de notification jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement, d'une durée d'un an à compter de la date de réception des travaux et assortie d'éventuelle prolongation de ladite garantie sur demande du Maître d'Ouvrage.

Ce document comprend 19 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CTP).

<i>AP-HP</i>	<i>Consultation n°24-053</i>	<i>ACHAT</i>
<i>CCAP.9</i>	<i>Dernière mise à jour du :27/3/25</i>	<i>Page 1 sur 19</i>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 : Objet	3
1.2 : Durée	3
1.3 : Lieu d'exécution des prestations	3
1.4 : Permis feu	3
1.5 : Les intervenants.....	3
1.6 : Le contrôle technique	3
1.7 : Coordination santé et sécurité	4
1.8 : Marché similaire	4
1.9 : Sous-traitance	5
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT	6
ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES	6
4.1 : Prix forfaitaire	6
4.2 : Prix révisibles	6
ARTICLE 5 : Obligations du titulaires.....	7
5.1 : Astreinte	7
5.2 : Les contrôles d'accès au chantier.....	7
5.3 : Secret professionnel et confidentialité.....	8
ARTICLE 6 : MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	9
6.1 : Clause de réexamen	9
6.2 : Changement de dénomination sociale du Titulaire	9
6.3 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution.....	10
ARTICLE 7 : PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	10
7.1 : Intempéries	10
7.2 : Prolongation des délais pour cause d'intempéries.....	10
7.3 : Modification des délais d'exécution pour travaux modificatifs	11
ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT	11
8.1 : Facturation	11
8.2 : Paiement	12
8.3 : Avances.....	12
8.4 : Périodicité et exigibilité des acomptes	12
ARTICLE 9 : ASSURANCES	15
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	15
ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE	15
ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION.....	16
12.1 : Pénalités – retenue	16
I.12.1.1 Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution	16
I.12.1.2 Autres pénalités.....	17
I.12.1.3 Pénalités liées à la sécurité	18
12.2 : Résiliation	19
ARTICLE 13 : LITIGES	19
ARTICLE 14 : DEROGATIONS	19

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1 : Objet

Le marché a pour objet le renforcement structurel (caves) dans le cadre de la réhabilitation de deux immeubles d'habitation situés au 127 rue Clignancourt à Paris (75018).

Les travaux ont pour objet le renforcement structurel (caves) afin de mettre en conformité l'immeuble avec les exigences énergétiques imposées par la loi climat et Résilience. Il pèse, sur le futur titulaire, une obligation de résultat s'agissant de la transformation en étiquette D des logements. Le détail des prestations faisant l'objet du marché est précisé dans le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 : Durée

Le marché qui sera passé à l'issue de la consultation, sera conclu pour la période d'exécution, de la date de notification jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement, d'une durée d'un an à compter de la date de réception des travaux et assortie d'éventuelle prolongation de ladite garantie sur demande du Maître d'Ouvrage.

1.3 : Lieu d'exécution des prestations

Les travaux ont lieu au 127 rue Clignancourt – 75 018 Paris. Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières et les annexes financières.

1.4 : Permis feu

Chaque intervention nécessitant une procédure et/ou un outil susceptible de générer un départ de feu sur le chantier doit faire l'objet d'une demande écrite au chargé de sécurité incendie, mentionnant :

- L'entreprise concernée (titulaire et sous-traitants le cas échéant)
- La nature de l'intervention
- La plage horaire envisagée
- Le lieu de l'intervention (étage, zone)

Cette autorisation est indispensable pour réaliser les travaux et doit être renouvelée chaque jour.

1.5 : Les intervenants

La conduite d'opération est assurée par le Service Stratégie Logement et Gestion des Actifs Immobiliers de l'AP-HP - 55 Bd Diderot CS 22305, 75610 Paris CEDEX 12.

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement de maîtrise d'œuvre composé de la société ARTEXIA et GREENBIRDIE. La coordination de sécurité et de protection de la santé (CSPS) est assurée par un prestataire nommé par l'APHP.

1.6 : Le contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par :

- Le décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique ;
- Le décret n°92-1186 du 30 octobre 1992 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique ;
- La Norme AFNOR NF P 03-100 du 20 septembre 1995 ;
- Les articles L. 111-23 à L. 111-26 et R. 111-29 à R. 111-42 du code de la construction et de l'habitation.

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 3 sur 19

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- L : Solidité des ouvrages ;
- P1 : Solidité des ouvrages indissociables et dissociables ;
- LE : Solidité des existants ;
- PS : Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ;
- AV : Vérification de la stabilité des constructions avoisinantes ;
- PV : Examen et récolement des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques ;
- S, décomposée en STI : Sécurité incendie des personnes dans les bâtiments relevant du code du travail uniquement et SEI : Sécurité incendie des personnes dans les établissements recevant du public ;
- HAND : Vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées ;
- BRD : Vérification du passage des brancards ;
- TH : Vérification des exigences d'isolation thermique des bâtiments ;
- PH : Vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments ;
- F : Vérification du fonctionnement des installations permettant d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles (y compris les équipements biomédicaux « scellés » inclus aux marchés de travaux) ;
- ENV – relative à l'environnement et aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- GTB – Gestion Technique du Bâtiment – vérification de la possibilité pour la GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises ;
- HYSa/vérification de la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé ;
- CABL : vérification des précâblages informatiques et téléphoniques ;
- vérification initiale des installations électriques et des appareils élévateurs et de levage (y compris nacelles et lève-patient).

Le titulaire du marché vérifiera la continuité des communications radioélectriques dans le bâtiment y compris au sous-sol.

L'intervention de cet organisme oblige l'Entrepreneur :

- à lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- à respecter, à ses frais, les avis, prescriptions et réglementations applicables aux travaux du bâtiment qui pourraient lui être imposés dans le cadre des missions confiées au contrôleur technique ;
- à lui fournir le programme de contrôle interne de l'entreprise ;
- à procéder aux essais et vérifications de fonctionnement mentionnés dans les attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence qualité construction (AQC).

1.7 : Coordination santé et sécurité

En application de la loi du 31.12.93 (code du travail : articles L4532-2 à L 4532-7, R4532-2 et R4532-3) et de ses décrets d'application, le maître d'ouvrage désignera une société en tant que coordonnateur en matière de sécurité-santé. L'opération est classée en 2^{ème} catégorie.

Il participera, de par la mise en œuvre de ses prescriptions, à la lutte contre les risques aspergillaires et les infections nosocomiales (limitation de la poussière, gestion des déchets de chantier...) et contre les nuisances sonores. L'entrepreneur est tenu de se conformer à ses prescriptions.

1.8 : Marché similaire

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations ou de travaux complémentaires exécutées par le titulaire initial et /ou similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, à hauteur de 10 % du montant du marché.

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 4 sur 19

1.9 : Sous-traitance

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Les éléments référencés dans le présent paragraphe sont des obligations qui doivent être préalablement respectées avant tout commencement d'exécution des prestations objet de la sous-traitance.

En application des articles R.2193-3 et suivants du code de la commande publique, le titulaire devra transmettre à ACHAT et ce, pour chaque sous-traitant, les documents suivants :

Une fois le quitus de la MOE obtenu, l'entreprise transmet à l'AP-HP.

- Le quitus de la MOE

L'acte spécial (DC4) dûment complété et signé indiquant :

- Le nom, la raison sociale, l'adresse du Titulaire ;
- Le nom, la raison sociale, l'adresse du sous-traitant ;
- Les natures précises des prestations sous-traitées avec indication des lignes concernées de la DPGF ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Le montant de l'auto-liquidation le cas échéant ;
- Les conditions de paiement et les modalités de variation des prix ;
- Le compte à créditer ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une attestation précisant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- Une attestation stipulant qu'aucune cession ni nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant ;
- Une copie du contrat de sous-traitance sur demande d'ACHAT ;
- Les attestations fiscales et parafiscales des sous-traitants.

Il est rappelé que seule l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par la transmission d'une copie du DC4 signé par une personne habilitée autorise la réalisation de la prestation par le sous-traitant. Le non-respect de cette obligation donnera lieu aux sanctions prévues aux articles 4.3 du présent CCAP.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre en application de l'article R.2193-1 du code de la commande publique :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 à L2141-6 ;
- Les références du sous-traitant dans le domaine de la prestation sous-traitée ;
- Les effectifs, chiffre d'affaires et organisation du sous-traitant ;
- La nature et la localisation précise des tâches sous-traitées, avec les lignes de la DPGF concernées ;
- Les titres professionnels des personnes appelées à exécuter la prestation sous-traitée ;
- La méthodologie du sous-traitant pour l'exécution de la prestation.

1. Pour le sous-traitant établi ou domicilié à l'étranger il faudra fournir en plus :

- un document mentionnant le n° de TVA intracommunautaire ou si le sous-traitant n'est pas établi dans un pays de l'union européen, un document mentionnant l'identité et l'adresse du représentant du sous-traitant auprès de l'administration fiscale française ;
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE ou d'une convention internationale de sécurité sociale. Lorsque la législation de son pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 5 sur 19

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contribution de sécurité sociale prévue à l'article L143-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'URSSAF ;
- lorsque l'immatriculation du sous-traitant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays de domiciliation, un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.

Il est rappelé que seule l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par la transmission du DC4 signé par l'AP-HP autorise la réalisation de la prestation par le sous-traitant. Le non-respect de cette obligation donnera lieu aux sanctions prévues au présent CCAP.

Dès la signature de l'acte de sous-traitance constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement, précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières et techniques ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Les deux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Travaux (CCAG travaux) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Les éléments techniques (la note thermique et les plans)
- Le Cadre de réponse technique (CRT) et/ou le mémoire technique.

ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 : Prix forfaitaire

Le marché est conclu à prix forfaitaires pour l'ensemble des prestations détaillées dans le CCTP et listées dans l'annexe financière de l'Acte d'Engagement de chacun des lots, soit les Décompositions du Prix Global et Forfaitaire correspondantes.

4.2 : Prix révisibles

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché peuvent être révisés à chaque acompte à la demande des parties.

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

Formule utilisée

$$P1 = P0 [0,2 + 0,8 (I1/I0)]$$

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 6 sur 19

Avec :

P₁ : prix de règlement après la révision ;

P₀ : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;

I₁ : dernier indice publié deux mois avant la date d'effet de la révision ;

I₀ : indice du mois de dépôt des offres ;

Indice(s) utilisé(s) : le même indice est utilisé pour tous les lots :

Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

Les prix révisibles constituent une dérogation au 9.4 CCAG Travaux.

Modalités :

La révision des prix est régie par les dispositions suivantes :

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire.

- Révision de prix à la demande de l'AP-HP : Une demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra.
- Révision de prix à la demande du Titulaire : La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), 60 jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du titulaire doit être adressée à la Directrice d'ACHAT.
En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Clause de sauvegarde :

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 3 %, ACHAT se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU TITULAIRES

5.1 : Astreinte

Chaque entreprise devra assurer durant toute la durée des travaux une astreinte 365j/365 et 24h/24. Cette astreinte devra être montée par un chargé d'affaires situé sur Paris ou la proche banlieue, devant pouvoir se rendre sur site en moins d'une heure en cas de nécessité, et devra avoir le pouvoir d'engager l'entreprise et de mobiliser les moyens nécessaires à la résolution des problèmes qui pourraient survenir hors heures et jours ouvrés.

5.2 : Les contrôles d'accès au chantier

Le chantier sera muni d'un contrôle d'accès nominatif. Ce contrôle d'accès s'applique à l'ensemble des intervenants des titulaires des marchés, y compris leurs sous-traitants de tout rang. Il s'applique quel que soit le statut des intervenants (CDI, CDD, intérimaire...).

Le titulaire de chaque lot a responsabilité de faire porter à ses intervenants un badge nominatif, personnel et incessible, délivré par le gestionnaire du contrôle d'accès après prise en compte de la carte BTP ou de la CNI de la personne à agréer.

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 7 sur 19

5.3 : Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'APHP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'APHP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 8 sur 19

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

ARTICLE 6 : MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC

6.1 : Clause de réexamen

Le marché pourra faire l'objet de modifications contractuelles conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique.

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas de découverte imprévisible sur le chantier et nécessitant des ajustements financiers,
- En cas de modification, à l'initiative du Maître d'Ouvrage, du projet impactant les délais du chantier.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant éventuellement. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

En l'absence de clause de réexamen et conformément aux dispositions des articles R2194-2 à R2194-5 et R2194-7 à R2194-9 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque :

- Sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3 (50%), des services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial ;
- Les modifications ne sont pas substantielles ;
- Le montant de la modification est inférieur à 10 % du montant du marché initial ;

Conformément à l'article 54 du CCAG Travaux, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché (sous réserve d'avoir démontré l'existence d'un surcoût substantiel relatif à la prolongation des délais).

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage ne peuvent pas faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

6.2 : Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 9 sur 19

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

6.3 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 7 : PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

7.1 : Intempéries

En vue de l'application de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles et comprises dans le délai contractuel d'exécution, est égal à 10 jours.

Seuls les arrêts du fait d'intempéries, au-delà du nombre de journées réputées prévisibles, ouvriront droit à décompte pour prolongation éventuelle de délais, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Des délais supplémentaires entraîneront un allongement du délai d'exécution des travaux mais ne donneront en aucun cas droit à rémunération et indemnisation de l'entrepreneur.

7.2 : Prolongation des délais pour cause d'intempéries

En précision de l'article 18.2.3 du C.C.A.G Travaux, le délai pourra être prolongé d'une durée égale à celle des intempéries pour les corps d'état touchés par ces intempéries, tel que détaillé ci-après, si leur durée est supérieure au total des intempéries prévues ci-dessus.

Sera considérée, suivant la nature des travaux intéressés, comme journée d'intempéries, à l'exclusion de toute autre, toute journée au cours de laquelle aura été remplie une des conditions mentionnées ci-après et dont les définitions sont les suivantes :

Catégorie	Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
-----------	---------------------	------------------	-------

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 10 sur 19

A	Neige	10 cm	Entre 0h00 et 24h00 le lendemain
A	Pluie	10 cm	Entre 6h00 et 18h00 applicable avant hors d'eau
A	Brouillard	Visibilité inférieure à 20 m	Entre 6h00 et 18h00 et uniquement pour les grues
B	Vent	14 m/s	Entre 7h00 et 18h00 pendant 2 heures consécutives au minimum et uniquement pour les grues
C	Gel	-6°C	Si à 7h00, la température extérieure était de -6°C, et qu'elle est encore à 10h00 de 2°C

Le poste météorologique de référence est Paris Montsouris.

Pour l'application des conditions ci-dessous, seront seules prises en considération les observations enregistrées à la station météorologique de Montsouris, constatées par le maître d'œuvre.

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre au maître d'œuvre le jour même.

Le Maître d'Œuvre porte régulièrement le décompte des intempéries au compte-rendu de chantier.

Tâches non soumises aux intempéries :

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- Les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos-couvert et préchauffage.
- L'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes

7.3 : **Modification des délais d'exécution pour travaux modificatifs**

Les délais d'exécution partiels ou globaux pourront être modifiés pour les raisons énumérées ci-après :

- modification apportée aux ouvrages et remettant en cause le délai d'exécution initial
- mise à jour des calendriers d'exécution nécessitant une adaptation des calendriers pour respecter le délai final

Les Entrepreneurs devront être en mesure de justifier, sur la base de leur calendrier détaillé d'exécution, toute demande de modification de délai, par analyse des durées d'exécution des tâches, du chemin critique et des marges libres.

ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT

8.1 : **Facturation**

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 11 sur 19

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le Code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- Le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- Le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente

8.2 : Paieient

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales des marchés public de travaux.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants
- à l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

8.3 : Avances

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Option A du CCAG travaux.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance conformément à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% conformément à l'article R2191-7.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

8.4 : Périodicité et exigibilité des acomptes

8.4.1 Demandes de paiement mensuelles

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 12 sur 19

Projet de décompte

Les prestations débuteront avec l'ordre de service établi par le Service Stratégie Logement et Gestion des Actifs Immobiliers.

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'ouvrage, sous la forme d'un projet de décompte.

Les décomptes présentés devront reprendre la liste des postes du bordereau de prix correspondant avec leurs numéros d'article, l'avancement étant exprimé en pourcentage du montant total de chaque poste.

Le titulaire du marché devra déposer ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'entreprise devra se conformer à la procédure retenue et former ses personnels en conséquence sans que cela ne puisse faire l'objet de rémunération complémentaire

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, hors TVA.

Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

Les pénalités s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Le projet de décompte mensuel comprend, en tant que de besoin, les différentes parties suivantes :

1. Travaux et autres prestations du marché ;
2. Approvisionnements ;
3. Remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance. En revanche, quel que soit le mode de transport et de livraison des matériaux, produits ou composants, et même en cas de prise sur stock, le titulaire est tenu de procéder aux opérations nécessaires de déchargement, de débarquement, de manutention, de rechargement et de transport, jusque et y compris la mise en dépôt ou à pied d'œuvre des matériaux, produits.

Le montant des travaux est établi de la façon suivante :

Le projet de décompte mensuel précise les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire d'établir le projet de décompte mensuel suivant un modèle qu'il lui communique.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;
- le cas échéant, les pièces justifiant les débours dont il demande le remboursement ;
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement ; cette demande est datée et mentionne les références du marché.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 13 sur 19

Acomptes mensuels

Le paiement des acomptes mensuels est subordonné à l'acceptation des décomptes visés ci-dessus par le maître d'ouvrage.

Les demandes d'acompte du mois « m » devront être remises au maître d'ouvrage au plus tard le dernier jour de la première semaine du mois « m+1 ».

A partir du décompte mensuel, le maître d'ouvrage détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire et dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b) Le montant de la TVA ;
- c) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- d) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- e) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire est la somme des postes a et b ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant du poste d et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes c et e.

Le maître d'ouvrage notifie par ordre de service au titulaire l'état d'acompte mensuel et règle les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le représentant du pouvoir adjudicateur qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

Le délai global de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire par le maître d'ouvrage.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Demande de paiement finale

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet est accompagné des éléments et pièces ci-dessous, s'ils n'ont pas été précédemment fournis :

- les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;
- le cas échéant, les pièces justifiant les débours dont il demande le remboursement ;
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 14 sur 19

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

8.4.2. Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Le présent article concerne les prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage, qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'ouvrage dans la consistance des travaux, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, qui permettent de déterminer les coûts des prestations supplémentaires, ces montants sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Ces prix, qui ne sont pas fixés définitivement, sont arrêtés par le maître d'ouvrage après consultation du titulaire. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- L'assurance décennale pour les constructeurs des lots concernés.
- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels ;

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'article R2191-32 du code de la commande publique le titulaire est soumis à la retenue de garantie. La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiées au moment de la réception.

Le taux de la retenue de garantie est de 5%. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde.

Lorsque le marché prévoit une retenue de garantie, celle-ci est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 15 sur 19

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

Le titulaire du marché a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande. En revanche, le cocontractant ne peut procéder à une caution personnelle et solidaire.

ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION

12.1 : Pénalités – retenue

Par dérogation à l'article 20 du CCAG Travaux, les modalités d'application des pénalités sont définies ci-après.

L'application de pénalités et retenues ne fait pas obstacle aux mesures coercitives définies dans le C.C.A.G. (article 48).

Les pénalités et retenues ne seront pas révisées.

Par dérogation au CCAG, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

I.12.1.1 Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution

Cette pénalité est évaluée à partir des prix initiaux du marché hors TVA.

Le calcul des pénalités et retenues est effectué par le Maître d'Œuvre et fourni à titre indicatif à l'entrepreneur mandataire pour répartition entre ses éventuels co-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés. Dans l'attente de cette répartition, le montant global des pénalités et retenues est prélevé à l'entrepreneur mandataire par précompte sur ses demandes mensuelles d'acomptes.

La répartition finale des pénalités entre les éventuels co-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, est fournie par l'entrepreneur mandataire dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date de notification de la réception telle qu'elle est prévue au 3 de l'article 41 du C.C.A.G Travaux. Si cette répartition n'est pas fournie dans le délai prévu, le montant total des pénalités est supporté définitivement par l'entrepreneur mandataire.

Retard sur les délais fixés dans le calendrier contractuel :

En complément des indications de l'article 20.1 du C.C.A.G Travaux et en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, l'Entrepreneur sera passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après.

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux de l'entrepreneur notifiée par OS et la date de terminaison des travaux sans neutraliser les diverses interruptions. Ces pénalités peuvent être appliquées, sans mise en demeure, sur simple confrontation entre la date réelle de fin d'exécution de l'entrepreneur et de la date d'expiration des travaux contractuelle.

Le montant de la pénalité ou de la retenue par jour calendaire de retard est fixé par dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux à 1/10000^e du montant HT de l'ensemble du marché.

Retard dans la réalisation des tâches :

Des retenues journalières de 5000 euros/jour calendaire ci-avant pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche mentionnée au calendrier détaillé d'exécution. Cette pénalité est également applicable dans le cadre de l'installation et le repliement de chantier.

Ces retenues pourront être reversées si le retard se trouve résorbé.

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 16 sur 19

Il est précisé en particulier que la désignation des sous-traitants d'études rentre dans le cadre du présent paragraphe. Le délai de désignation est indiqué dans le Règlement de chantier – à défaut il sera d'un mois à partir de la notification du marché.

Retard dans la levée des réserves :

Si l'Entrepreneur n'a pas levé dans le délai fixé au présent C.C.A.P les réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités de 500 euros par réserve et par jour calendaire de retard sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement, même si le Maître de l'Ouvrage décide de l'application du 2ème alinéa de l'article 41.6 du C.C.A.G Travaux.

I.12.1.2 Autres pénalités

En complément des pénalités précitées, l'Entrepreneur encourt les retenues ou pénalités exposées dans le tableau de la page suivante.

MOTIF	MODE DE CALCUL	FREQUENCE
Autres retards		
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires aux études, à l'ordonnancement, à la coordination ou l'exécution des travaux, dans la diffusion et présentation des prototypes d'éléments de construction, échantillons. Liste non exhaustive : plans d'exécution ; notes de calculs, fiches techniques, études de détail, plans de synthèse, méthodologies, production de justification et/ou prévisions de prix et devis pour ouvrages non prévus , planning, PIC, PV d'essai, fiches techniques, autocontrôles, PPSPS, réponse aux avis du BCT, DC4, DOE, DUEM, bordereaux de suivi des déchets ou des terres polluées, documents relatifs à la démarche de qualité environnementale, tableau de suivi mensuel de gestion des déchets, documents administratifs (habilitations, contrat de travail, déclarations sur l'honneur, liste des véhicules, attestations d'assurance..., ordres de services ou avenants, etc.	500,00 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	par document et par jour calendaire de retard
Gestion des déchets et des terres polluées		
Non fourniture des bordereaux de suivi des déchets	2 500 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	par document
Non-respect du tri des déchets : absence ou erreurs de tri conduisant à un nombre important de bennes à déchets déclassées) Recours à un collecteur de déchets non validé ou non conforme aux exigences de la charte chantier à faibles nuisances	1000,00 €. net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Par infraction Les évacuations non conformes ne seront pas rémunérées
Infraction à la réglementation concernant les déchets : En cas de dépôts sauvages, brulage ou enfouissement illégal des déchets	10 000 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Par infraction
Organisation, propreté du chantier et gestion des nuisances		
Les situations suivantes sans qu'elles ne soient exhaustives : Défaut ou retard dans le nettoyage du chantier, de ses abords, des voies d'accès ou non entretien des protections de chantier, Défaut de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier, Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protections collectives, défaut d'affichage des panneaux de chantier, stationnement en dehors des zones autorisées sur le chantier,	500,00 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire

MOTIF	MODE DE CALCUL	FREQUENCE
stationnement de véhicules ou d'engins sur la voie publique, pollution de l'eau ou du sol (fuite d'hydrocarbures, etc...), Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite par la réglementation et la notice environnementale de chantier à faibles nuisances du projet, matériel de chantier ne permettant pas de réduire les nuisances, non-respect de la procédure d'alerte en cas d'empoussièrement, non-respect de la mise en œuvre d'actions limitant l'empoussièrement		
Absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination ou toute autre réunion sur convocation de la MOA-MOE-OPC-CSPS-BCT, visite de chantier, CISSCT	500,00 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Un retard supérieur à 30 min sera assimilé à une absence
Réalisation d'intervention sans permis feu préalable	1 000 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Par infraction constatée

Défaut d'agrément des sous-traitants

L'agrément écrit de la MOE et de la MOA, ainsi que la visite d'inspection commune avec le CSPS, est un préalable indispensable à toute présence sur site. Toute entreprise dérogeant à la législation se verra immédiatement appliquer une pénalité définitive de 2500 €HT et il sera procédé à une éviction automatique du chantier du sous-traitant non agréé, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité ou rallongement de délai. Les demandes d'agrément de sous-traitance devront donc être anticipées par les entrepreneurs.

I.12.1.3 Pénalités liées à la sécurité

MOTIFS	MONTANT	FREQUENCE	A PARTIR DE
Les situations suivantes sans qu'elles ne soient exhaustives : Tenue de chantier non-conforme, emprise sur voirie non-déclarée, absence d'autorisations de voirie, emprise sur domaine public non sécurisée ou dangereuse (absence ou manque d'éclairage, de signalisation...etc), non-respect des mesures de sécurité de l'autorisation de voirie, mise en danger du personnel chantier, refus de port des EPI. Non-respect des règles de sécurité définies en début de chantier relativement à la circulation des véhicules sur la voie publique, ainsi qu'à l'entrée et à la sortie du chantier, non application des décisions prises en CISSCT, non application des mesures de prévention prévues au PGC ou du plan de prévention, non application des mesures préconisées au RJ	500 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Chaque cas	Par infraction constatée, et le cas échéant par jour calendaire jusqu'à mise en conformité ou en sécurité
Non-respect des mesures de sécurité sanitaire imposées par la réglementation (les situations suivantes sans qu'elles ne soient exhaustives : non-respect des accès, organisation de la base vie ou des installations de chantier non conforme, défaut de port du masque ou autres EPI imposés)	500 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Chaque cas	Par infraction constatée, et le cas échéant par jour calendaire jusqu'à mise en conformité ou en sécurité

Ces pénalités sont applicables sur constat de la MOA, MOE, et CSPS et le cas échéant par d'autres prestataires mandatés par la maîtrise d'ouvrage.

AP-HP	Consultation n°24-053	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :27/3/25	Page 18 sur 19

12.2 : Résiliation

Conformément à l'article 50.3 du CCAG travaux, si le Titulaire ne respecte pas les obligations légales et réglementaires ainsi que celles imposées par le cahier des charges l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut prononcer la résiliation du marché. Cette résiliation est précédée d'une mise en demeure informant au Titulaire la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Si le cocontractant déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, s'il a exercé des activités illégales ou s'il a été interdit d'exercer ses activités industrielles ou commerciales alors la résiliation n'est pas précédée d'une mise en demeure.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R2143-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 13 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 14 : DEROGATIONS

Les articles auxquels le présent CCAP déroge sont les suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG auquel l'article du CCAP déroge
2	4
4.2	9.4
6	54
12.1	19 .2